

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-36 du 20 octobre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis renforcent leur contrôle-export dans le domaine des semi-conducteurs
2. L'administration Biden annonce un assouplissement des sanctions visant le Venezuela
3. Les États-Unis adoptent pour la première fois des sanctions pour violation du « price cap »
4. Avant le sommet UE-US, le secteur privé appelle à une résolution du différend sur l'acier
5. L'USITC publie un rapport sur les traitements et diagnostics Covid-19

Climat – énergie – environnement

6. Le Président Biden et la Secrétaire à l'Énergie Granholm annoncent 7 Md\$ sur 7 hubs hydrogène
7. L'US EPA publie les émissions 2022 des principales sources industrielles
8. L'EIA prévoit que les émissions mondiales de CO2 augmenteront d'ici 2050 dans un certain nombre de scénarios
9. Les factures de gaz naturel aux États-Unis devraient diminuer cet hiver
10. L'US EPA annonce de nouvelles mesures afin de lutter contre les émissions de HFC

Transport et infrastructure

11. L'administration fédérale ouvre une procédure d'évaluation à l'égard des véhicules automatisés opérés par Cruise

Industrie

12. Le conseil d'administration responsable de mettre en place l'entité de supervision du NSTC est nommé

Agriculture et industrie agroalimentaire

13. L'administration Biden annonce 50 M\$ de subventions pour la filière forestière

Numérique et innovation

14. Microsoft clôture l'acquisition d'Activision Blizzard
15. L'UE interroge les Big Tech quant à la modération des contenus dans le cadre du conflit en Israël

Santé

16. Rite Aid, troisième réseau de pharmacie américain est placé en redressement judiciaire
17. Amazon lance la livraison de médicaments par drone

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis renforcent leur contrôle-export dans le domaine des semi-conducteurs

Un an après les mesures adoptées le 7 octobre 2022, les États-Unis ont [annoncé](#) le 17 octobre un renforcement de leur dispositif de contrôle-export dans le domaine des semi-conducteurs. Ces mesures sont présentées comme visant à empêcher la Chine de poursuivre la modernisation de ses capacités militaires, en particulier dans le domaine de l'informatique avancée.

Ce renforcement s'articule autour de deux « règlements » du Département du Commerce, qui entreront en vigueur 30 jours après leur publication au registre fédéral. Le premier [élargit](#) le périmètre de contrôle pour les équipements de fabrication de semi-conducteurs, en incluant notamment de nouveaux équipements de lithographie ultraviolet profond (DUV). Le second [étend](#) le contrôle visant les puces informatiques avancées, qui reposera désormais sur un système à trois niveaux : (i) un premier concernant les puces les plus avancées, (ii) un deuxième pour des puces moins avancées mais dont certains usages peuvent présenter des risques (pour lesquelles un mécanisme de pré-notification auprès de l'administration est instauré), et (iii) un troisième concernant les puces non-couvertes par les deux premiers niveaux et dont l'exportation sera autorisée, sauf à destination d'entreprises placées sur l'*Entity List* du Département du Commerce.

Ces mesures prévoient également un élargissement géographique du dispositif : le contrôle portant sur les équipements de fabrication de semi-conducteurs est étendu à une vingtaine de pays [soumis](#) à un embargo américain sur la vente d'armes (catégorie D5), tandis que celui visant les puces avancées est élargi à cette même liste de pays ainsi qu'à une vingtaine d'autres [soumis](#) à certaines exigences spécifiques dans la réglementation américaine en matière de contrôle-export (catégories D1 et D4). Le Département du Commerce a également [ajouté](#) 13 entités chinoises à l'*Entity List*, cette dernière mesure étant entrée en vigueur dès le 17 octobre.

2. L'administration Biden annonce un assouplissement des sanctions visant le Venezuela

À la suite de l'annonce d'un accord entre le pouvoir et l'opposition vénézuélienne, conclu sur l'île de la Barbade sous l'égide de la Norvège et en présence du Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le Département du Trésor américain a [annoncé](#) le 18 octobre un assouplissement des sanctions visant le Venezuela. Cet assouplissement se traduit notamment par la publication d'une licence générale autorisant pour une durée de 6 mois les transactions dans le secteur du pétrole et du gaz au Venezuela, dont il est précisé qu'elle sera renouvelée

uniquement si Caracas remplit ses engagements, notamment concernant l'organisation des prochaines élections présidentielles.

Le Département du Trésor a également publié une licence autorisant temporairement les transactions avec la société publique vénézuélienne Minerven, spécialisée dans l'exploitation aurifère. L'interdiction d'échanger certains titres de dette souveraine vénézuéliens et du groupe pétrolier PdVSA sur le marché secondaire a en outre été temporairement levée. L'interdiction d'achats directs de dette publique sur le marché primaire vénézuélien reste néanmoins en vigueur, tout comme le reste des sanctions et restrictions adoptées par les États-Unis à l'encontre du Venezuela.

3. Les États-Unis adoptent pour la première fois des sanctions pour violation du « price cap »

Le 12 octobre, le Département du Trésor américain a [imposé](#) pour la première fois des sanctions contre deux entités turque et émiratie (ainsi que leurs navires) accusées d'avoir fait appel à des prestataires de services basés aux États-Unis pour commercialiser et acheminer du pétrole au-dessus du niveau de prix fixé dans le cadre du « price cap » sur le pétrole russe.

Les membres de la coalition de pays ayant adopté le « price cap » (G7, UE et Australie) ont également [publié](#) un avis rappelant les bonnes pratiques à adopter dans le secteur pétrolier maritime afin de lutter contre les tentatives de contournement du dispositif, notamment pour améliorer l'identification et la traçabilité des navires.

Invité à s'exprimer sur ce sujet à l'occasion d'une intervention auprès du think tank Brookings, l'*Assistant Secretary for Economic Policy* du Département du Trésor américain, Eric Van Nostrand, a [indiqué](#) que la mise en place du « price cap » avait permis de réduire de 44 % les revenus de la Russie tirés en 2023 de ses exportations d'énergie, par rapport à l'année précédente.

4. Avant le sommet UE-US, le secteur privé appelle à une résolution du différend sur l'acier

Le 11 octobre, en amont du sommet États-Unis – Union européenne, différents représentants des secteurs de l'industrie américain et européen ont [adressé](#) une lettre à la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai, à la Secrétaire au Commerce G. Raimondo, et aux Commissaires européens V. Dombrovskis et T. Breton, les exhortant à saisir l'opportunité de ce sommet pour mettre durablement fin aux mesures de restriction imposées en 2018 par les États-Unis sur leurs importations d'acier et d'aluminium européens, ainsi qu'aux mesures de rétorsion qui avaient été appliquées par l'UE sur certaines importations américaines. Européens et Américains s'étaient fixés en octobre 2021 l'objectif de conclure d'ici au 31 octobre 2023 un « Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables » (GSA), auquel est conditionnée la levée permanente de ces mesures.

Dans une communication conjointe du 16 octobre, les principaux représentants des secteurs privés américain et européen, la US Chamber et Business Europe, ont également [appelé](#) à une résolution pérenne de ce différend. Les deux groupes ont aussi exhorté les États-Unis et l'UE à accélérer les discussions dans le cadre du Conseil commerce et technologies (CCT) afin d'atteindre, avant les élections américaines et européennes de 2024, des livrables tangibles en matière d'intelligence artificielle et d'autres technologies émergentes et de libéralisation des échanges transatlantiques (accords de reconnaissance mutuelle, évaluation de conformité, commerce des biens durables). Enfin, ils ont souligné la nécessité d'« éviter l'imposition [entre les États-Unis et l'UE] de mesures unilatérales ».

5. L'USITC publie un rapport sur les traitements et diagnostics Covid-19

La Commission américaine sur le commerce international (USITC) a [publié](#) le 16 octobre un rapport commandé par la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai en décembre 2022 sur les dynamiques de marché dans le secteur des traitements et diagnostics Covid-19. Ce rapport est présenté comme destiné à éclairer les discussions actuellement menées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'opportunité d'étendre à ces produits la dérogation des droits de propriété intellectuelle agréée lors de la conférence ministérielle de l'OMC en juin 2022 pour les vaccins contre la Covid-19. Dans un communiqué [publié](#) le 17 octobre, l'USTR a indiqué que le travail mené par l'USITC sur ce sujet serait utilisé dans le cadre des débats au niveau national comme multilatéral, sans toutefois se prononcer sur l'opportunité d'une extension de la dérogation. Une extension de la dérogation des droits de propriété intellectuelle aux traitements et diagnostics Covid-19 pourrait constituer un important sujet des discussions à l'OMC lors de la prochaine conférence ministérielle, qui aura lieu aux Émirats arabes unis en février 2024.

Brèves

- Le 11 octobre, le bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a [publié](#) un communiqué décrivant le dernier cycle de négociation en vue d'un accord commercial tenu entre les États-Unis et le Kenya à Washington du 4 au 7 octobre. Selon ce communiqué, les discussions entre les deux parties ont notamment porté sur des propositions de textes couvrant l'agriculture, la lutte contre la corruption et la réglementation des services.
- Le 13 octobre, les États-Unis et les pays membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ont [tenu](#) la neuvième réunion du Conseil sur le commerce et l'investissement aux termes de l'Accord cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA) conclu en 2013.

- Le 18 octobre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) 10 ressortissants du Soudan, de Turquie, d'Algérie et du Qatar accusés d'apporter un soutien logistique et financier au groupe terroriste du Hamas.
- Le 18 octobre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) 11 individus, 8 entités et un vaisseau basés en Iran, à Hong Kong, en Chine et au Venezuela, accusés de soutenir le développement du programme de conception de drones et de missiles balistiques iraniens.

Climat – énergie – environnement

6. Le Président Biden et la Secrétaire à l'Énergie Granholm annoncent 7 Md\$ sur 7 hubs hydrogène

Le 13 octobre, le Président Joe Biden et la Secrétaire à l'Énergie Jennifer Granholm ont [annoncé](#) que 7 Md\$ allaient être attribués et répartis sur 7 écosystèmes d'hydrogène propre (« *hydrogen hubs* »), qui s'étendent sur 16 États fédérés. Les fonds proviennent de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), votée en août 2021. Le milliard restant sur cette ligne budgétaire sera dépensé pour catalyser la demande en hydrogène de ces hubs.

La Maison-Blanche indique que l'ensemble des 7 hubs va mobiliser près de 50 Md\$ au total, dont 40 Md\$ de fonds privés. Selon la Maison-Blanche, il s'agit d'un des investissements les plus importants de l'histoire des énergies propres.

L'administration indique qu'à terme, ces 7 hubs renforceront l'offre en hydrogène propre. Au global, les 7 hubs devraient produire 3 millions de tonnes d'hydrogène propre par an, réalisant ainsi près d'un tiers de l'objectif de production d'hydrogène propre que ce sont donnés les États-Unis à l'horizon 2030 (10 Mt/an).

Parallèlement, le Département de l'Énergie (DoE) a [lancé](#) une initiative qui vise à garantir que les producteurs et les utilisateurs de ces hubs bénéficient de la certitude nécessaire aux investissements privés en termes de demande d'hydrogène. Des entités sélectionnées, *via* un appel à candidature, devront mettre en œuvre des mécanismes de soutien à la demande d'hydrogène. L'objectif affiché du DoE est ainsi de résoudre le problème de diffusion des technologies propres : leur déploiement entraîne des réductions de coûts, mais leur déploiement précoce dépend d'une demande avérée, qu'il est difficile de garantir tant que les coûts sont encore élevés.

Un tiers des 7 Md\$ dédiés aux hubs hydrogène propre ira aux États de l'Ouest, concentrés sur la production d'hydrogène vert. En particulier, 1,2 Md\$ bénéficiera à l'*Alliance for Renewable Clean Hydrogen Energy Systems* (ARCHES), en Californie, et 1 Md\$ au *Pacific Northwest Hydrogen Hub* (Washington, Oregon et Montana). Ces

deux hubs sont les seuls parmi les 7 projets retenus à viser exclusivement le développement d'hydrogène vert. En Californie, ARCHES s'appuie sur un [partenariat](#) public-privé, qui compte notamment parmi ses membres Air Liquide, Veolia et Michelin.

7. L'US EPA publie les émissions 2022 des principales sources industrielles

L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) les données 2022 sur les gaz à effet de serre (GES) recueillies dans le cadre du programme de déclaration des gaz à effet de serre (GHGRP) des grandes sources industrielles. Conformément aux instructions du Congrès, l'EPA recueille chaque année des données sur les émissions des principales sources industrielles, notamment la production d'électricité, la production de pétrole et de gaz, les usines sidérurgiques et les décharges. Plus de 8 100 émetteurs communiquent des données sur les émissions de GES au GHGRP.

En 2022, les émissions déclarées par les grandes sources industrielles étaient inférieures d'environ 1 % à celles de 2021. L'EPA observe, depuis 2011, une tendance générale à la baisse à long terme des émissions de GES de l'industrie. Le bilan 2022 fait ressortir que :

- les centrales électriques étaient la plus grande source fixe d'émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis, avec 1 332 installations émettant environ 1,6 milliard de tonnes de CO₂. Les émissions déclarées des centrales électriques ont diminué de 0,8 % entre 2021 et 2022. La baisse de 28,7 % des émissions depuis 2011 reflète les changements à long terme des combustibles utilisés dans le secteur de l'électricité, qui passent du charbon au gaz naturel.
- l'industrie du pétrole et du gaz constituent la deuxième source fixe d'émissions, avec 316 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre. Les émissions déclarées pour 2022 pour ce secteur étaient supérieures de 1,2 % à celles de 2021 et de 14,2 % à celles de 2016.

8. L'EIA prévoit que les émissions mondiales de CO₂ augmenteront d'ici 2050 dans un certain nombre de scénarios

L'US Energy Information Administration (EIA) [prévoit](#) dans son International Energy Outlook 2023 (IEO2023) que les émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie augmenteront d'ici 2050 dans un certain nombre de scénarios IEO2023. Ces résultats s'expliquent, selon l'EIA, par la croissance de la population mondiale et l'augmentation du niveau de vie. Ces tendances pousseront la croissance de la consommation d'énergie au-delà des progrès réalisés en matière d'efficacité énergétique.

Dans tous les scénarios IEO2023, l'US EIA prévoit une augmentation de la consommation mondiale d'énergie primaire jusqu'en 2050. Les ressources autres que les combustibles fossiles, notamment le nucléaire et les énergies renouvelables, produiront davantage d'énergie, mais dans la plupart des scénarios IEO2023, cette

croissance n'est pas suffisante pour réduire les émissions mondiales de CO2 liées à l'énergie avec les lois et les réglementations actuelles.

Selon les scénarios de l'IEO2023, la capacité mondiale de production d'électricité augmenterait de 50 % à 100 % et la production mondiale d'électricité de 30 % à 76 % d'ici à 2050. Les technologies décarbonées sont à l'origine de la majeure partie de la croissance de la capacité et de la production mondiales, avec une production d'électricité à partir des énergies renouvelables et du nucléaire qui pourrait représenter jusqu'à deux tiers de la production mondiale d'électricité d'ici à 2050. La capacité de stockage par batterie augmente considérablement dans tous les scénarios IEO2023, passant de moins de 1 % de la capacité électrique mondiale en 2022 à une fourchette de 4 % à 9 % de la capacité électrique mondiale d'ici à 2050.

Sur l'horizon des études, l'US EIA indique qu'il existe des enjeux non modélisés. En particulier, l'EIA indique que leur modèle ne présume pas de la politique future. Elle ajoute que de nombreux aspects du système énergétique mondial au cours des trois prochaines décennies sont très incertains. L'administration ajoute que ces projections ne doivent pas être interprétées comme des prévisions.

9. Les factures de gaz naturel aux États-Unis devraient diminuer cet hiver

L'US EIA [prévoit](#) une baisse de 21 % du prix de détail du gaz résidentiel aux États-Unis pour l'hiver 2023-2024.

L'hiver dernier, les prix de détail du gaz naturel résidentiel ont été plus élevés qu'au cours des dix hivers précédents, s'établissant en moyenne à 14,85 \$/Mcf (soit environ 51,2 \$/MWh).

Le prix de gros du gaz naturel américain au point de référence national (Henry Hub) commence la saison de chauffe à un prix inférieur de 45 % à celui de l'année dernière soit 3,12 \$/Mcf (soit environ 10,8 \$/MWh).

Le gaz naturel est le principal combustible de chauffage pour 46 % des foyers américains, selon l'American Community Survey 2022 du Census Bureau.

10. L'US EPA annonce de nouvelles mesures afin de lutter contre les émissions de HFC

L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) ses dernières mesures pour éliminer progressivement les hydrofluorocarbures (HFC) nuisibles au climat. Dans le cadre de la loi American Innovation and Manufacturing (AIM), l'administration Biden procède à une élimination progressive des HFC afin d'atteindre une réduction de 40 % des HFC à partir de 2024 et de 85 % d'ici à 2036.

La première nouvelle mesure est un règlement qui vise à accélérer la transition vers des technologies plus efficaces et sans danger pour le climat dans les nouveaux systèmes de réfrigération, de chauffage et de refroidissement et d'autres produits. Il limite l'utilisation des HFC

lorsque des solutions de remplacement sont déjà disponibles. L'EPA indique que ce règlement restreint l'utilisation de certains HFC dans plus de 40 types de mousses, de produits en aérosol et d'équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur. Les prescriptions fixent une limite au potentiel de réchauffement planétaire (PRP) des HFC qui peuvent être utilisés dans chaque sous-secteur, avec des dates de mise en conformité allant de 2025 à 2028.

La seconde mesure est une proposition de règlement qui vise à mieux gérer et réutiliser les HFC existants, notamment en réduisant les fuites inutiles des équipements et en soutenant l'industrie américaine du recyclage et de la récupération des HFC.

Transport et infrastructure

11. L'administration fédérale ouvre une procédure d'évaluation à l'égard des véhicules automatisés opérés par Cruise

Le 16 octobre, la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration), l'autorité fédérale chargée de la sécurité routière au sein du Département des Transports, a [annoncé](#) l'ouverture d'une « évaluation préliminaire » portant sur le système de conduite automatisée (ADS – Automated Driving System) équipant les véhicules exploités par l'entreprise Cruise, filiale du constructeur automobile américain General Motors. La NHTSA indique que cette procédure fait suite à la réception de plusieurs rapports décrivant des incidents dans lesquels les véhicules concernés pourraient ne pas avoir fait preuve d'une prudence appropriée à l'égard de piétons présents en bordure de route ou sur la chaussée, notamment au niveau des passages piétons. En particulier, deux rapports font état de blessures sur des piétons. L'évaluation préliminaire visera à déterminer l'ampleur et la gravité d'un potentiel problème, pouvant avoir trait notamment au fonctionnement et à la performance des ADS à proximité des piétons, et donnera lieu à une évaluation complète des risques de sécurité potentiels.

Industrie

12. Le conseil d'administration responsable de mettre en place l'entité de supervision du NSTC est nommé

Le 11 octobre, le [comité](#) de sélection indépendant, précédemment nommé en juin dernier, a [annoncé](#) la composition du nouveau conseil d'administration chargé de créer l'entité à but non-lucratif qui supervisera le National Semiconductor Technology Center (NSTC). Ce conseil d'administration aura ensuite pour mission la supervision de cette entité et le recrutement des cadres dirigeants du NSTC.

Il est composé de Robin Abrams, Craig Barrett, Reginald Brothers, Nicholas Donofrio, Donna Dubinsky, Erica Fuchs et James Plummer. Ces membres proviennent d'horizons variés : anciens dirigeants de l'industrie à la retraite, entrepreneurs dans le secteur de la tech, universitaires spécialistes des technologies de semi-conducteurs.

Le NSTC est au cœur du dispositif de recherche et développement (R&D) du programme CHIPS for America mené par le Département du Commerce (DoC).

Agriculture et industrie agroalimentaire

13. L'administration Biden annonce 50 M\$ de subventions pour la filière forestière

L'administration Biden a [annoncé](#) le 18 octobre que le Service des forêts du Département de l'Agriculture (USDA/FNS) mettait à disposition près de 50 M\$ de subventions pour des propositions d'investissements permettant de soutenir des forêts résilientes et saines, des économies rurales fortes et des emplois dans le secteur forestier.

Cette annonce s'inscrit dans le cadre du programme [Investing in America](#) du président Biden, qui vise à créer des débouchés économiques et à mettre en place une économie de l'énergie propre à l'échelle nationale. Les subventions au secteur forestier sont rendues possibles par les crédits inscrits dans l'Inflation Reduction Act.

Les projets seront financés par les des trois principaux [programmes de subvention](#) du Service des forêts et viseront à accompagner des utilisations innovantes du bois dans la construction de bâtiments à faible émission de carbone, en tant que source d'énergie renouvelable, et dans les produits de fabrication et de transformation. Ces programmes fournissent également un soutien direct à l'expansion et à la modernisation des systèmes d'énergie du bois et des installations de fabrication de produits du bois dans tout le pays.

Les investissements soutiendront également la [stratégie décennale](#) du Service des forêts visant à lutter contre les incendies de forêt dans les endroits où ils constituent la menace la plus immédiate pour les communautés. L'agence investira dans des projets dont le bois provient d'activités qui réduisent les risques d'incendie, comme les brûlages dirigés et l'éclaircissement mécanique de la végétation qui alimente ces incendies. Les sous-produits de ces activités, comme le bois de petit diamètre et la biomasse ligneuse, ont toujours eu peu de valeur marchande. Grâce en partie à ces programmes de subventions du Service des forêts, des financements seront

disponibles pour soutenir l'utilisation de ces matériaux souvent inutilisés dans de nombreux types de produits du bois.

Le Service des forêts sollicite des propositions de la part d'un grand nombre d'entités, tant du secteur privé que de structures à but non lucratif et gouvernementales, y compris les tribus, des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que des services publics comme les pompiers, les services de conservation et les districts scolaires.

Numérique et innovation

14. Microsoft clôture l'acquisition d'Activision Blizzard

Microsoft a [finalisé](#) un accord financier de 68,7 Md\$ pour l'acquisition d'Activision Blizzard, l'éditeur des jeux vidéo Call of Duty, World of Warcraft et Diablo. Malgré près de 20 mois de batailles réglementaires au Royaume-Uni et aux États-Unis, Microsoft a scellé l'accord le 13 octobre. Suite à cette acquisition, Phil Spencer, le dirigeant d'Xbox (appartenant à Microsoft), a annoncé souhaiter accueillir Activision Blizzard dans son équipe et a promis d'apporter davantage de jeux, d'innovations et de communautés au monde du gaming.

En chiffres, cet achat surpasse les précédentes acquisitions de Microsoft, notamment LinkedIn (26 Md\$ en 2016) et la société [Bethesda](#) (7,5 Md\$ en 2021).

15. L'UE interroge les Big Tech quant à la modération des contenus dans le cadre du conflit en Israël

L'Union européenne a formellement demandé à [X](#), [Meta](#) (propriétaire de Facebook) et [TikTok](#) des informations sur les mesures adoptées en matière de modération de contenus liés au conflit en Israël, dans le cadre de la loi sur les services numériques (DSA) de l'UE. Suite aux accusations selon lesquelles ces plateformes auraient contribué à la propagation de désinformations, l'UE souhaite savoir comment ces plateformes se conforment aux obligations fixées par la DSA. Une non-conformité avérée pourrait entraîner des amendes élevées, allant jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires global annuel.

Brèves

- X [teste](#) un nouveau programme visant à réduire le spam et les faux comptes. Les nouveaux utilisateurs non vérifiés devront payer un abonnement annuel de 1 \$ pour publier et interagir avec d'autres posts. Ce programme, baptisé « Not A Bot », est actuellement testé en Nouvelle-Zélande et aux Philippines.
- La Federal Communications Commission (FCC) [envisage](#) de réintroduire la neutralité du net. La présidente de la FCC, Jessica Rosenworcel, propose de lancer un processus de création de règles pour ramener la neutralité du net, qui

réimposerait les régulations de l'ère Obama sur les fournisseurs d'accès à Internet. La proposition interdirait notamment aux fournisseurs d'accès à internet de bloquer, ralentir ou favoriser certains sites.

Santé

16. Rite Aid, troisième réseau de pharmacies américain est placé en redressement judiciaire

Rite Aid, le troisième plus important réseau de pharmacies aux États Unis après CVS et Wallgreens, a [demandé](#) le placement de l'entreprise sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites (équivalent du redressement judiciaire). Cette procédure, disponible pour tout type d'entreprises, permet au requérant de conserver le contrôle de ses opérations, mais d'être soumis à la surveillance d'un tribunal (contrairement au chapitre 7 du même code, qui gère les liquidations judiciaires).

Avec environ 2 100 magasins et plus de 45 000 employés – dont plus de 6 100 pharmaciens – Rite Aid délivre près de 200 millions d'ordonnances par an. Rite Aid, qui a accumulé près de 3 Md\$ de pertes nettes depuis 2018, espère avec cette procédure, renaître durablement.

17. Amazon lance la livraison de médicaments par drone

Amazon [s'apprête](#) à lancer à College Station, au Texas, un service qui permettra de transporter par drone certains médicaments courants à domicile dans un délai de 60 minutes. La société a déclaré le 18 octobre que le projet pilote de College Station permettra aux résidents de choisir parmi 500 médicaments livrés gratuitement par drone, y compris des traitements pour des affections courantes telles que la grippe, l'asthme et la pneumonie.

Amazon a testé la livraison par drone en 30 minutes pour d'autres produits dans le cadre de son service Prime Air, lancé en juin 2022, mais la demande de livraison pour médicaments est la première chose que les clients souhaitent voir livrée rapidement par drone, selon Calsee Hendrickson, directeur de la gestion des produits et des programmes chez Prime Air.

Brèves

- 4 établissements médicaux de l'Ohio (Mount Carmel Health System, Nationwide Children's Hospital, OSU Wexner Medical Center et OhioHealth) ont annoncé annuler 335 M\$ de dettes, accumulées par des patients, pour des soins reçus entre 2015 et 2020.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)